

Areva remis au pas

Le Nouvel Observateur le 30 11 2011

Finie l'époque conquérante de notre champion nucléaire tricolore. Son nouveau patron est pris en tenailles entre le mauvais vent post-Fukushima, et la pesante double tutelle de l'Etat actionnaire et de son client EDF.



Vue des deux gigantesques tours réfrigérantes de la plate-forme Areva du Tricastin le 4 avril 2011. PHILIPPE DESMAZES/AFP

A la tête d'Areva depuis cinq mois, Luc Oursel s'était jusque-là illustré par sa discrétion. Et voilà que cet X-Mines de 52 ans, passé par Schneider Electric et Geodis (logistique), a défrayé la chronique deux fois en quelques semaines.

Mi-novembre, la façon dont il s'est targué d'avoir pesé sur l'accord PS-Verts - qui prévoit l'arrêt de 24 des 58 réacteurs français - a ulcéré l'entourage du candidat François Hollande.

Puis, le 21 novembre, la publication par l'agence AFP de son plan pour redresser le leader mondial des réacteurs nucléaires, qui devait rester secret jusqu'au 13 décembre, a déclenché les foudres gouvernementales. Il prévoyait la réduction de 40% des investissements, la cession de plusieurs participations, la fermeture de quatre usines à l'étranger et la suppression de 2.700 à 2.900 emplois dont 1.000 à 1.200 en France.

"C'est la panique à bord !"

Ce dernier volet a mis le feu aux poudres. Furibard, le ministre de l'Energie, Eric Besson, a démenti : aucun emploi menacé en France ! Quant au ministre de l'économie François Baroin, il a tonné qu'il n'était au courant de rien et a convoqué Oursel à Bercy le lendemain.

Le patron d'Areva pensait pourtant avoir tout prévu. Il avait balisé le terrain auprès des syndicats et du ministère du Travail. Seuls ses proches étaient dans la confiance chez Areva. *"On pense que la fuite vient du ministère de l'Energie, à qui on a présenté le plan voilà quelques semaines, échafaude un membre de la direction. Le cabinet de Besson a dû prendre peur quand Sarkozy a poussé une grosse colère à propos des licenciements chez Peugeot."*

Simple hypothèse. Mais la conséquence est claire : "Il reste trois semaines pour rebâtir un plan. C'est la panique à bord !" , s'affole un autre dirigeant.

La situation est devenue critique

Au 33 rue La Fayette à Paris, siège du constructeur de chaudières, ces événements ont plongé l'état-major dans un début de paranoïa. Persuadés d'être sur écoute, les dirigeants demandent aux journalistes de les appeler en numéro masqué. Quant aux salariés, "ils sont déprimés et inquiets", confie un cadre.

Qu'elle semble loin l'époque où Areva, qui fête ses dix ans d'existence, se sentait tout puissant ! Entre les déboires de la construction en Finlande du premier EPR, le réacteur le plus sûr et le plus cher du monde, et les conséquences de la catastrophe de Fukushima en mars, qui a poussé plusieurs pays (Italie, Etats-Unis, Suisse...) à stopper ou différer leurs projets de centrales, la situation est devenue critique.

Le coup de grâce est venu fin mai de l'Allemagne qui a décidé d'arrêter, d'ici à 2022, ses 17 réacteurs, entretenus et alimentés en combustible par Areva.

"Mission impossible"

Luc Oursel se veut rassurant. "Le marché va reprendre, mais la croissance sera moins forte et plus tardive que prévu".

En attendant, l'ancien bras droit d'Anne Lauvergeon doit rétablir les comptes, qui seront déficitaires en 2011 pour la deuxième fois consécutive. Et réduire l'endettement, qui atteint 2,8 milliards d'euros pour 9,1 milliards de chiffre d'affaires en 2010.

Mais comment gagner plus d'argent, avec moins de moyens, sur un marché déprimé et sans toucher aux effectifs français ? "C'est mission impossible", lâche un expert.

Caroline Michel - Le Nouvel Observateur

(Article à lire en intégralité dans l'hebdomadaire publié jeudi 1er décembre.)